

Le budget—M. Reimer

Sachant que les Canadiens ne tenaient pas à laisser en héritage à leurs enfants et à leurs petits-enfants une dette accablante, il était extrêmement important que le gouvernement intervienne. Par conséquent, en novembre 1984, à peine deux mois après son arrivée au pouvoir, notre gouvernement a établi un plan économique de longue échéance dans son exposé financier. Pendant les trois années et demie écoulées depuis, et dans chacun des budgets fédéraux qui ont suivi, nous avons suivi ce plan au pied de la lettre, convaincus qu'il offrait l'unique moyen de favoriser la reprise et la stabilité financières. Voilà pourquoi, par exemple, depuis la première occasion que nous avons eue de nous attaquer aux dépenses, le 1^{er} avril 1985, nous les avons ramenées au taux de croissance annuel moyen de 4,9 p. 100. Cela ne ressemble assurément pas à la moyenne de plus de 15 p. 100 au cours des quinze années de régime libéral. En fait, si l'on ne tient pas compte des frais de la dette publique, grâce à notre gouvernement, l'augmentation annuelle moyenne des dépenses est de 3,7 p. 100, soit moins que le taux de l'inflation. Que l'on compare ce chiffre aux 14 p. 100 connus sous les régimes libéraux précédents.

Le contraste est encore plus frappant si l'on compare ce chiffre au taux annuel moyen de 23 p. 100 de l'époque où l'actuel chef du parti libéral était ministre des Finances du gouvernement de M. Trudeau, soit de 1972 à 1975. A cette époque-là, un excédent de 481 millions de dollars avait été transformé en un déficit de 4 milliards. L'endettement national brut avait augmenté de 50 p. 100. Le coût du service de la dette avait augmenté de 85 p. 100. L'inflation avait doublé, passant de 5,1 p. 100 à 10,6 p. 100. Le nombre des chômeurs avait augmenté de 164 000. Le taux de la Banque du Canada avait augmenté de plus de 4,25 points. Si nous voulions imiter ce rythme de dépenses, nous nous retrouverions à dépenser 226 milliards lors de la prochaine année financière, au lieu de 132 milliards, ce qui suffirait à porter le déficit annuel à 122 milliards, au lieu de 28,9 milliards pour l'année financière 1988-1989.

On n'a pas besoin de me croire sur parole quand je cite ces chiffres. A l'époque où le très honorable chef de l'opposition exerçait les fonctions de ministre des Finances, le vérificateur général disait:

... craindre profondément que le Parlement, et même le gouvernement, n'aient perdu ou soient sur le point point de perdre le contrôle réel sur le trésor public.

Il poursuivait en disant:

La gestion et le contrôle au sein du gouvernement du Canada sont extrêmement inadéquats.

● (1630)

Par contre, en parlant des deux premières années de l'administration actuelle, le vérificateur général a dit croire que l'on se souciait d'assurer une meilleure imputabilité et une meilleure gestion. Il a poursuivi en disant croire que les «députés et les contribuables canadiens devraient être encouragés par de véritables améliorations».

Sous la direction de l'actuel premier ministre (M. Mulroney) et de son ministre des Finances (M. Wilson), nous avons mis en oeuvre un régime fiscal plus équitable qui encourage la croissance et la création d'emplois et crée un climat qui aide nos entreprises et nos industries à soutenir la concurrence dans le monde.

Nous avons conclu un accord commercial historique entre le Canada et les États-Unis afin de bâtir une économie plus ouverte et plus adaptable. Cet accord protégera notre niveau élevé d'échanges commerciaux avec les États-Unis qui absorbent environ 80 p. 100 de nos exportations, et près de 90 p. 100 de celles de l'Ontario. Il protégera près de trois millions d'emplois canadiens qui dépendent de notre commerce avec les États-Unis.

Nous avons mis en oeuvre des programmes prioritaires pour venir en aide aux régions et aux secteurs frappés par des événements inattendus dans l'économie mondiale, comme les programmes que nous avons mis sur pied pour nos agriculteurs.

Nous avons privatisé treize sociétés d'État. Nous avons déreglementé les secteurs de l'énergie et des transports afin de réduire l'intrusion de l'État dans le marché.

Nous avons supprimé le ruineux Programme énergétique national.

Nous offrons des débouchés globaux sur les marchés financiers et encourageons une plus grande concurrence dans le domaine des services financiers.

Nous avons remplacé l'Agence d'examen de l'investissement étranger par Investissement Canada qui a pour tâche d'encourager les investissements étrangers au Canada, investissements qui créent, à l'heure actuelle, des emplois pour des Canadiens.

Permettez-moi maintenant, monsieur le Président, d'examiner les résultats du programme économique du gouvernement. Les indicateurs économiques internationaux et nationaux se passent de commentaires. Parmi les sept grands pays industrialisés, le Canada est celui où la croissance économique est la plus forte depuis 1984. Nous sommes également au premier rang pour ce qui est de la croissance de l'emploi. Sur le plan intérieur, depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement, pour la première fois depuis la période d'après-guerre, le déficit a fléchi quatre années d'affilée. Plus de 1 158 000 emplois ont été créés et 85 p. 100 d'entre eux sont à temps plein. Le taux de chômage a baissé de 3,6 p. 100 pour tomber à 8,1 p. 100 en janvier de cette année. Le chômage chez les jeunes est maintenant de 12,7 p. 100 comparativement à 18,3 p. 100 auparavant.

Le taux d'intérêt de la Banque du Canada a baissé de 3,76 p. 100. Le taux préférentiel des banques à charte a baissé, quant à lui, de 3,75 p. 100. Entre 1984 et 1987, les investissements étrangers directs ont doublé. Les mises en chantier et les dépenses à la consommation ont augmenté de 43 p. 100 et 37 p. 100 respectivement depuis les dernières élections. Le taux d'inflation est demeuré aux alentours de 4 p. 100 trois années d'affilée et les prix n'ont jamais été aussi stables depuis 1971.

Dans ma province, l'Ontario, la croissance économique est vraiment spectaculaire. Depuis les dernières élections, 547 000 emplois ont été créés et le taux de chômage est passé de 9,4 p. 100 à 5,6 p. 100. Les mises en chantier et les ventes au détail ont augmenté de 122 p. 100 et 41 p. 100 respectivement. Les offres d'emploi se sont accrues, quant à elles, de 182 p. 100 alors qu'elles avaient baissé de 34 p. 100 au cours du dernier mandat des libéraux. Depuis quelques mois, dans ma circonscription de Kitchener, nous occupons le premier rang ou peut-être le deuxième, parmi les grandes villes canadiennes, pour ce qui est du taux de chômage. En fait, en décembre 1987, ce taux n'était, chose incroyable, que de 2,9 p. 100.